



Réinventer la gouvernance budgétaire par la participation citoyenne

Reinventing budget governance through citizen participation

EKRA Yapi Gabriel

Économiste politique - Analyste politique et Chercheur

Université du Québec - École nationale d'administration publique (ÉNAP) de Montréal, Canada

Résumé : Cet essai analyse la participation citoyenne dans le processus budgétaire à travers le prisme de la théorie de la gouvernance ouverte, mettant en évidence son rôle prépondérant pour renforcer la démocratie participative et améliorer la gestion des finances publiques. En permettant aux citoyens de s'impliquer activement dans la prise de décisions budgétaires, les gouvernements peuvent accroître la transparence dans la gestion des finances publiques, promouvoir une gestion équitable des ressources publiques et renforcer la légitimité des politiques publiques. Cependant, l'essai souligne les défis qui entravent cette dynamique, tels que l'accès limité à l'information budgétaire, les disparités dans la mobilisation citoyenne et les résistances politiques ou institutionnelles. Pour surmonter ces obstacles, il recommande des stratégies concrètes, notamment l'instauration de budgets participatifs, la mise en place de plateformes numériques pour faciliter la consultation et la collecte de commentaires, ainsi que des programmes d'éducation civique visant à mieux informer les citoyens. Enfin, l'essai affirme que la participation citoyenne peut transformer la gouvernance budgétaire en la rendant plus transparente, inclusive et équitable. Il appelle à une collaboration accrue entre gouvernements, société civile et organisations internationales, tout en proposant des axes de recherche futurs sur les impacts à long terme des mécanismes participatifs et leur résilience face aux crises économiques et politiques.

Mots-clés : *Participation citoyenne, Gouvernance ouverte, Transparence budgétaire, Finances publiques, technologie numérique, Budget participatif, Démocratie participative.*

Abstract: This essay analyzes citizen participation in the budgetary process through the prism of open governance theory, highlighting its key role in strengthening participatory democracy and improving public financial management. By enabling citizens to become actively involved in budgetary decision-making, governments can increase transparency in the management of public finances, promote equitable resource management and strengthen the legitimacy of public policies. However, the essay highlights the challenges that stand in the way of this dynamic, such as limited access to budget information, disparities in citizen mobilization and political or institutional resistance. To overcome these obstacles, it recommends concrete strategies, including the introduction of participatory budgets, digital platforms to facilitate consultation and feedback, and civic education programs to better inform citizens. Finally, the essay argues that citizen participation can transform budget governance by making it more transparent, inclusive and equitable. It calls for greater collaboration between governments, civil society and international organizations, while proposing avenues for future research into the long-term impacts of participatory mechanisms and their resilience in the face of economic and political crises.

Keywords: *Citizen participation, Open governance, Budget transparency, Public finance, Digital technology, Participatory budgeting, Participatory democracy.*

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14598761>



1 Introduction

La participation citoyenne aux processus budgétaires gouvernementaux a connu un essor significatif ces dernières années, en particulier dans les domaines où les enjeux de gouvernance sont cruciaux, comme les finances publiques. Cette approche attire l'attention depuis de nombreuses décennies. L'implication des citoyens dans la gestion des ressources financières est perçue comme un puissant levier pour améliorer la transparence budgétaire, renforcer la responsabilisation des autorités publiques et promouvoir une plus grande inclusion sociale (Bertot, Jaeger, Grimes, 2010 ; Bherer, Gauthier, Simard, 2019). Spécifiquement, dans le domaine budgétaire, où se jouent les priorités économiques et sociales d'un État, la participation des citoyens devient un élément primordial pour garantir une gestion publique plus démocratique et équitable (Barber, 2013).

Cet essai examine dans quelle mesure cette participation peut transformer la gouvernance publique, en la rendant plus transparente, responsable et équitable. La question centrale de cette étude est intitulée comme suit : ***comment la participation citoyenne dans le processus budgétaire peut-elle contribuer à une gouvernance publique plus efficace et légitime ?*** Cette réflexion explore l'impact de l'implication citoyenne sur la gestion des finances publiques, en s'intéressant aux mécanismes, avantages et défis associés à sa mise en œuvre, tout en respectant les principes de transparence, d'inclusion et de responsabilité (Fox, 2015). Les objectifs spécifiques de cet essai sont de : 1) Analyser les modalités de la participation citoyenne à toutes les étapes du processus budgétaire ; 2) Identifier les avantages potentiels de cette participation ; et 3) Décrire les obstacles à une mise en œuvre efficace et proposer des recommandations pour les surmonter. Autrement dit, l'essai vise à fournir une analyse approfondie et pragmatique, mettant en évidence les conditions nécessaires pour que ladite participation devienne un levier de transformation positive dans la gouvernance publique.

À travers la théorie de la gouvernance ouverte, l'essai s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle « ***une participation citoyenne bien structurée et appliquée dans le processus budgétaire peut améliorer la transparence des finances publiques, renforcer la légitimité des décisions prises et garantir une gestion plus équitable des ressources publiques*** » (Fung, 2015 ; Thorpe & Gaventa, 2020).

Pour ce faire, ce document est structuré comme suit. Dans un premier temps, nous abordons le cadre conceptuel qui guidera l'étude, en mettant un accent sur les concepts fondamentaux de la participation citoyenne dans un contexte budgétaire et le choix théorique. Ensuite, dans l'analyse des modalités de participation, nous mettrons en évidence les processus concrets qui permettent aux citoyens de s'engager activement dans la définition et le suivi des priorités budgétaires. Une réflexion sera également menée sur les impacts de la participation, en soulignant ses effets potentiels sur la transparence et l'équité de la gestion des finances publiques. Cependant, la participation des citoyens n'est pas sans défis, ainsi, une section sera dédiée à l'analyse des obstacles qui entravent son développement. Enfin, nous proposerons des recommandations concrètes pour renforcer la gouvernance, avec des perspectives d'amélioration.

2 Concepts fondamentaux et choix théorique

2.1 Définition de la participation citoyenne dans le processus budgétaire

La participation citoyenne désigne l'implication directe ou indirecte des citoyens dans les processus décisionnels publics. Dans ce contexte budgétaire, elle se manifeste par des initiatives telles que les consultations pré-budgétaires, les forums publics, et plus concrètement, les budgets participatifs. Ce dernier est un processus démocratique où les citoyens décident directement de l'allocation d'une partie des fonds publics. Cette approche favorise un dialogue ouvert entre les autorités et les citoyens, renforçant ainsi la transparence et la confiance (Shah, 2007, p. 29). Elle considère l'implication des citoyens dans le processus budgétaire, la prise en compte de leurs demandes, souhaits, priorités, et leur satisfaction à toutes les phases du processus (Bilge, 2015, p. 2). C'est un outil de garantie que le budget est partagé de manière transparente avec le public et que celui-ci participe aux processus décisionnels. Les administrations centrales et locales pourraient adopter cette approche pour assurer une plus grande transparence.

Il existe différents niveaux de participation citoyenne, allant de l'information (partage unilatéral des données), à la consultation (recueil d'avis), jusqu'à la codécision (élaboration conjointe) et au contrôle (supervision des résultats) (International Budget Partnership, 2024b). Ceux-ci reflètent l'engagement progressif des citoyens dans la gestion publique. Pour guider cet essai, nous empruntons la théorie de la gouvernance ouverte.

2.2 Théorie de la gouvernance ouverte

La gouvernance ouverte repose sur des principes tels que la transparence, la participation, la collaboration, l'inclusion et la responsabilité dans la gestion publique, et constitue un modèle particulièrement pertinent dans l'analyse de la gouvernance budgétaire, où la gestion des finances publiques joue un rôle clé dans le développement démocratique et social d'un pays donné. Elle vise à renforcer la redevabilité des institutions publiques en facilitant l'accès aux informations et en impliquant activement les citoyens dans les processus décisionnels de manière démocratique (OECD, 2016). La gouvernance ouverte, un cadre théorique central, soutient l'idée que l'implication des citoyens dans les décisions publiques améliore la légitimité et l'efficacité des politiques. Des mécanismes tels que les budgets participatifs permettent de concrétiser ces principes en intégrant les priorités des citoyens dans l'allocation des ressources, réduisant ainsi les inégalités et augmentant l'équité (Wampler, 2012, p. 73). Selon Bertot, Jaeger, et Grimes (2010), elle est un modèle qui favorise l'inclusion des citoyens dans la prise de décisions et la diffusion d'informations sur les actions gouvernementales. Elle met l'accent sur l'ouverture des données étatiques considérées comme secrètes, l'engagement des citoyens dans le processus de prise de décisions, et la responsabilisation des autorités publiques vis-à-vis des citoyens. Ce cadre théorique est d'autant plus pertinent dans le domaine budgétaire, où la gestion des ressources publiques doit être faite de manière transparente et équitable. Fung (2015), va au-delà de l'ouverture des données, en intégrant les citoyens dans les processus de conception, de mise en œuvre, et d'évaluation des politiques publiques. Cela permet de renforcer la légitimité des décisions, car elles sont non seulement transparentes, mais aussi reflètent les priorités et les besoins de la population. Elle garantit que les citoyens ont une voix dans l'allocation des ressources publiques, ce qui peut transformer la gouvernance en une démarche plus participative et démocratique.

2.3 Avantages théoriques de la participation citoyenne dans la gestion budgétaire

2.3.1 Renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens

Lorsque les citoyens participent activement aux décisions budgétaires, ils perçoivent l'État comme plus responsable et transparent. Cela favorise la légitimité des décisions publiques et réduit la méfiance envers les institutions publiques (Fung, 2015, p. 168).

2.3.2 Amélioration de la réactivité et de l'efficacité des dépenses publiques

La participation citoyenne permet de mieux aligner les dépenses publiques sur les besoins réels de la population. Des initiatives comme les consultations communautaires ou les simulations budgétaires en ligne démontrent que les citoyens, lorsqu'ils sont consultés, priorisent des projets ayant un impact direct sur leur qualité de vie (Open North, 2024).

2.3.3 Réduction des asymétries d'informations et amélioration de la transparence

Les mécanismes participatifs contribuent à diminuer les déséquilibres d'informations entre les décideurs gouvernants et les citoyens gouvernés. Par exemple, les outils numériques tels que « Citizen Budget » permettent aux citoyens de mieux comprendre l'importance de leur implication dans les choix budgétaires et de proposer des alternatives (Caribbean Open Institute, 2024).

Tableau 1. Synthèse des avantages et description de la participation citoyenne

Avantages	Descriptions
Confiance renforcée	Perception accrue de légitimité et d'équité
Efficacité accrue	Meilleur alignement des dépenses sur les priorités locales
Transparence améliorée	Réduction des déséquilibres informationnels.

Pour comprendre comment la participation peut transformer la gestion budgétaire, il est crucial d'examiner les modalités par lesquelles elle se manifeste. Ces modalités, qui varient en fonction des contextes institutionnels et sociaux, déterminent les mécanismes par lesquels les citoyens peuvent s'impliquer, influençant ainsi la portée et l'impact de leur contribution sur la gestion publique. Dans la section suivante, nous passerons à l'analyse des processus qui permettent d'intégrer activement les citoyens dans l'élaboration et le suivi des priorités budgétaires.

3 Modalités de la participation citoyenne dans le processus budgétaire

3.1 Étapes propices à la participation citoyenne

3.1.1 Développement de politiques

La consultation citoyenne lors de l'élaboration des politiques budgétaires permet de prioriser les besoins sociaux et économiques en fonction des attentes des citoyens. Par exemple, des enquêtes participatives ou des groupes de consultations peuvent être utilisés pour recueillir leurs préférences avant la préparation du budget annuel (Ganuza & Baiocchi, 2012, p. 45).

3.1.2 Phase de conception

Pendant la conception du budget, les citoyens peuvent contribuer à définir des objectifs budgétaires clairs et alignés sur les priorités. Cela se fait par le biais de réunions publiques ou d'ateliers collaboratifs, comme dans les budgets participatifs. Ces approches renforcent l'appropriation des politiques par les citoyens (Sintomer, Röcke, Herzberg, 2016, p. 29).

3.1.3 Phase de mise en œuvre

Le suivi et l'évaluation des dépenses publiques par les citoyens garantissent que les fonds publics sont utilisés avec parcimonie. À ces fins, les audits citoyens ou les comités de suivi permettent de vérifier si les objectifs budgétaires initiaux sont atteints (Fox, 2015).

3.2 Outils et mécanismes de participation

3.2.1 Consultations publiques et forums de discussion

Ces outils encouragent les citoyens à exprimer leurs priorités budgétaires dans des environnements inclusifs. Par exemple, les États-Unis ont développé des forums interactifs pour engager les citoyens dans des discussions sur les budgets locaux, contribuant à une meilleure allocation des ressources (Heimans & Timms, 2018, p. 95).

3.2.2 Budgets participatifs

Le modèle emblématique des budgets participatifs de Porto Alegre, au Brésil, illustre comment les citoyens peuvent influencer l'allocation des ressources publiques. Ce processus a permis une répartition plus équitable des fonds publics et une réduction des inégalités, tout en renforçant la transparence (Reiter, 2009).

3.2.3 Portails numériques et plateformes en ligne

Ces outils modernes offrent un accès facilité aux informations budgétaires et permettent une participation à distance. Par exemple, en France, la plateforme « Budget participatif » de Paris donne aux citoyens l'opportunité de voter et de proposer des projets à financer (OECD, 2019).

3.3 Rôle des organisations de la société civile (OSC)

3.3.1 Importance des OSC

Les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans la sensibilisation des citoyens aux enjeux budgétaires. Elles assurent également un suivi indépendant et proposent des recommandations pour améliorer les pratiques budgétaires (Gaventa & McGee, 2013).

3.3.2 Exemples de partenariats

Dans de nombreux pays, les gouvernements collaborent avec les OSC pour organiser des initiatives de budgets participatifs. En Afrique du Sud, le partenariat entre le gouvernement local et les OSC a permis de développer des

outils pédagogiques pour expliquer les budgets municipaux, augmentant ainsi les implications des citoyens dans les processus de prise de décisions budgétaires (Baiocchi & Ganuza, 2016).

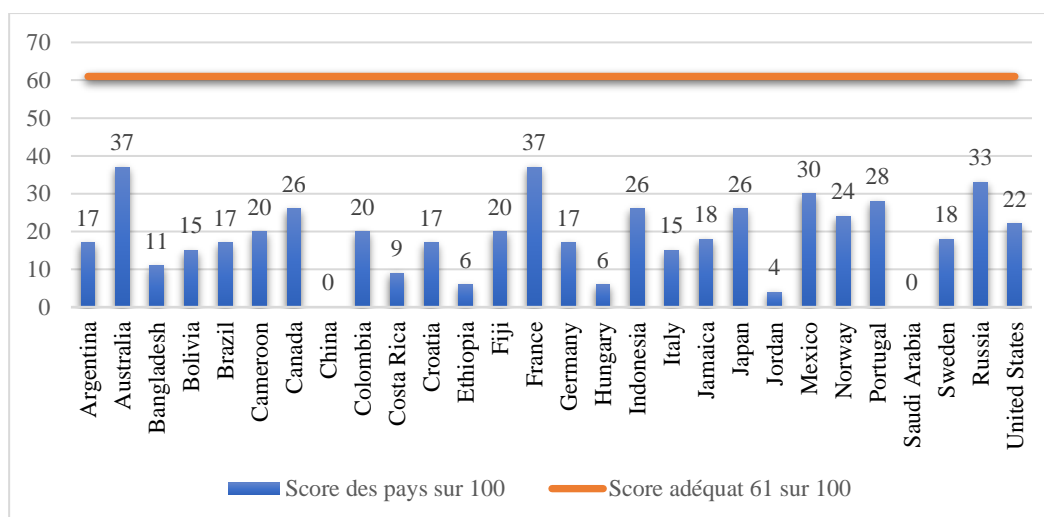
Ces mécanismes et outils, ancrés dans l'approche de gouvernance ouverte, illustrent comment la participation citoyenne favorise une interaction dynamique entre les citoyens et l'État. En facilitant l'accès aux processus budgétaires par l'intégration des organisations de la société civile, cette gouvernance collaborative devient un levier pour renforcer la transparence et l'inclusion dans la gestion financière. Toutefois, l'évaluation des impacts est essentielle pour comprendre l'influence réelle de la participation sur les performances budgétaires, la confiance des citoyens envers les institutions, et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

4 Analyse des impacts de la participation citoyenne dans le processus budgétaire

4.1 Implication citoyenne dans les décisions budgétaires

La participation citoyenne au processus budgétaire demeure limitée à l'échelle mondiale, avec des scores faibles observés au fil des années. Selon les rapports de l'International Budget Partnership (IBP), le score mondial de participation citoyenne était de 14 sur 100 en 2019 et 2021, atteignant légèrement 15 sur 100 en 2023 (International Budget Partnership, 2021, 2024a). Ces résultats restent très éloignés du score de référence jugé adéquat, fixé à 61 sur 100 par les normes internationales établies par les organisations comme l'IBP. Cette faible participation est perçue comme un obstacle majeur à une gouvernance ouverte et plus participative. Elle limite non seulement l'implication des citoyens dans les décisions budgétaires, mais aussi la redevabilité des gouvernements, compromettant ainsi la qualité de la gestion publique. À titre d'exemple, le choix de la sélection des pays repose sur leur diversité en termes de scores par rapport au seuil de 61/100, représentant une participation adéquate. Selon l'International Budget Partnership (2024), l'échelle de notation est définie comme suit : faible (0-40), limité (41-60) et adéquat (61-100). Ainsi, cette sélection offre un échantillon varié pour analyser les facteurs influençant la participation citoyenne aux processus budgétaires. Cette analyse comparative met en évidence les disparités régionales, économiques et institutionnelles tout en identifiant les défis et les leviers potentiels pour renforcer les engagements citoyens spécifiques à chaque pays. Le graphique ci-dessous illustre la répartition géographique de cette problématique à l'échelle mondiale, soulignant l'urgence d'intégrer davantage les citoyens et/ou leurs représentants dans les processus décisionnels pour renforcer la transparence et la confiance envers les institutions.

Graphique 1. Score de participation citoyenne aux processus budgétaires par pays



Sources : International Budget Partnership (2021, 2023)

L'analyse des scores de participation citoyenne au processus budgétaire révèle un niveau globalement insuffisant, bien en deçà du score jugé adéquat. Aucun pays ne parvient à atteindre ce seuil, indiquant des lacunes systémiques dans l'inclusion des citoyens dans les décisions budgétaires. Tous les pays enquêtés ont un niveau de participation faible. Des pays comme la Chine et l'Arabie Saoudite ont enregistré des scores nuls, indiquant une absence totale de mécanismes de participation. Cela met également en évidence une centralisation des décisions budgétaires.

Quelques efforts modestes ont été observés en Australie et en France avec des scores de participation de 37. Le constat alarmant est que même les pays développés, n'arrivent pas à mettre en œuvre des processus budgétaires inclusifs.

4.2 Transparence et responsabilisation

La participation citoyenne joue un rôle fondamental dans l'amélioration de la transparence budgétaire. En intégrant les citoyens dans les consultations et en leur offrant un accès à des informations budgétaires claires, les gouvernements peuvent renforcer la responsabilisation des décideurs publics. Par exemple, au Kenya, les forums publics organisés dans le cadre du « *Public Finance Management Act* » ont permis une surveillance accrue des budgets locaux, réduisant ainsi les cas de corruption (Lago, Lago-Peñas, Martínez-Vazquez, 2024). En Inde, la publication des « *Citizen's Budgets* » a favorisé une meilleure compréhension des politiques financières parmi la population et amélioré les débats publics sur l'allocation des ressources (International Budget Partnership, 2023).

4.3 Optimisation des ressources publiques et réduction des inégalités

Les processus participatifs, tels que les budgets participatifs, favorisent une allocation des ressources plus équitable et adaptée aux besoins locaux. L'exemple emblématique de Porto Alegre, au Brésil, montre comment les citoyens peuvent influencer directement l'affectation des fonds publics. Entre 1989 et 2004, les dépenses pour les infrastructures de base ont augmenté de 200 %, répondant aux besoins des quartiers les plus marginalisés (Wampler, 2009). En Ouganda, des initiatives similaires ont permis d'allouer des fonds aux secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation, renforçant ainsi l'accès équitable aux services publics essentiels (International Budget Partnership, 2019).

4.4 Renforcement de la légitimité démocratique

La participation citoyenne dans les processus budgétaires renforce la légitimité démocratique en rétablissant la confiance entre les citoyens et les gouvernements. Lorsque les citoyens perçoivent que leurs voix influencent réellement les décisions budgétaires, ils sont plus enclins à soutenir les politiques publiques. En Espagne, l'introduction des « *Participatory Budgets* » dans plusieurs municipalités a amélioré la perception de la transparence et de l'efficacité gouvernementale, augmentant ainsi le taux de participation électorale locale (Sintomer, Röcke, Herzberg, 2016). De même, en Corée du Sud, les réformes budgétaires participatives ont conduit à une augmentation de 15 % du niveau de satisfaction des citoyens envers les autorités locales (Kim et al., 2018).

La participation citoyenne, soutenue par les principes de gouvernance ouverte, constitue un levier stratégique pour améliorer la transparence, l'équité et la légitimité dans la gestion budgétaire. Cependant, la mise en œuvre efficace de ces mécanismes nécessite des réformes structurelles, une volonté politique, et une sensibilisation accrue des citoyens. Les cas présentés montrent que, lorsque les processus participatifs sont bien intégrés, leurs impacts positifs peuvent transformer les pratiques de gouvernance publique. Néanmoins, il est essentiel de reconnaître que ces processus ne sont pas sans défis. Quels sont les principaux défis et limites institutionnels, politiques et socio-économiques qui freinent l'implication active des citoyens dans les processus budgétaires, et comment ces obstacles peuvent-ils être surmontés pour renforcer la gouvernance publique ?

5 Défis et obstacles de la participation des citoyens aux processus budgétaires

La participation citoyenne aux processus budgétaires est un pilier fondamental de la gouvernance ouverte, un modèle qui promeut transparence, responsabilité, équité et inclusion dans la prise de décisions. Toutefois, cette approche se heurte à de nombreux obstacles, notamment des barrières institutionnelles, techniques et politiques, qui entravent l'engagement des citoyens dans les processus budgétaires et compromettent les objectifs de transparence et de responsabilité des gouvernements. À l'échelle mondiale, les défis sont variés et dépendent des contextes sociaux, économiques et politiques propres à chaque pays. Néanmoins la théorie de la gouvernance ouverte, qui valorise la participation active des citoyens dans la gestion des finances publiques, fournit un cadre pour comprendre et surmonter ces défis.

5.1 Faiblesse de la culture de participation et manque de compétences

L'un des principaux obstacles à la participation citoyenne dans le processus budgétaire réside dans la faiblesse de la culture de participation et le manque de compétences financières de la part des citoyens et des décideurs. Dans de nombreuses régions du monde, en particulier dans les pays en développement, la gestion des finances publiques demeure un domaine complexe et élitiste, souvent inaccessible à la majorité de la population (Graham, Plumtre, Amos, 2003 ; Som, 2020). Elle est dominée par l'élite politique et reste opaque. Par conséquent, une grande partie de la population ne possède pas les compétences nécessaires pour comprendre les processus budgétaires et y participer activement. Cette insuffisance de formation des citoyens et des décideurs en matière de finances publiques limite considérablement l'engagement citoyen et réduit la transparence des processus budgétaires (International Budget Partnership, 2021). Des efforts ont été réalisés pour remédier à cette situation dans plusieurs pays. Par exemple, le Brésil a développé des programmes de formation pour sensibiliser et éduquer les citoyens sur les finances publiques et la gestion budgétaire dans le cadre de son processus de budget participatif. Ce programme a permis à une plus grande partie de la population de participer activement aux processus budgétaires, en particulier dans les villes de Porto Alegre et São Paulo (Wampler, 2009, 2012). Des initiatives similaires ont été observées dans d'autres pays comme l'Inde et le Kenya, où des efforts ont été faits pour inclure les citoyens dans la gestion des finances publiques grâce à des formations et des consultations accessibles (Fung, 2015). Ces initiatives de formation sont essentielles pour renforcer les capacités des citoyens à participer efficacement et à contribuer à une gestion publique plus transparente.

5.2 Résistances politiques et institutionnelles

Les résistances politiques et institutionnelles sont également des défis majeurs. De nombreuses autorités publiques sont réticentes à partager le pouvoir décisionnel, surtout lorsque la participation implique une remise en question de leur autorité ou de leurs pratiques. Dans des régimes autoritaires ou semi-démocratiques, les gouvernements peuvent percevoir la participation comme une menace à leur pouvoir, préférant maintenir le contrôle total sur les processus budgétaires (Fung, 2015). De plus, la structure bureaucratique des institutions publiques peut rendre difficile l'intégration des contributions citoyennes dans le processus de décisions. La culture du contrôle centralisé peut conduire à une résistance institutionnelle à l'ouverture des processus budgétaires, réduisant ainsi la transparence et la responsabilité. Des exemples de cette résistance peuvent être observés dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, où les gouvernements sont réticents à permettre une véritable participation des citoyens dans les décisions budgétaires, craignant des critiques ou des oppositions politiques. En revanche, dans un pays démocratique comme la Norvège, bien que la participation soit relativement plus acceptée, des résistances demeurent, notamment en raison des luttes de pouvoir entre les acteurs politiques et administratifs (Côté, Lévesque, Morneau, 2005 ; International Budget Partnership, 2024a).

5.3 Difficultés techniques et logistiques

Les difficultés techniques et logistiques constituent un autre obstacle majeur à la mise en œuvre de la participation citoyenne dans les processus budgétaires. L'un des défis les plus significatifs réside dans la complexité des informations budgétaires. Ces informations sont souvent présentées dans un format technique difficile à comprendre pour les citoyens, ce qui limite leur capacité à participer de manière éclairée et significative. Les documents financiers et les rapports budgétaires sont rarement adaptés aux non-experts, ce qui entrave l'efficacité des consultations publiques (International Budget Partnership, 2023 ; Ekra, 2024). En outre, l'absence d'infrastructures numériques adéquates dans de nombreux pays est une barrière importante. Dans les pays en développement, l'accès à internet reste limité et les plateformes numériques nécessaires à la participation sont souvent peu fiables ou inexistantes. Le coût de mise en œuvre de ces infrastructures est élevé, ce qui empêche plusieurs pays de mettre en place des systèmes participatifs efficaces. Pourtant, des exemples de réussites existent. Par exemple, le Kenya a utilisé des plateformes numériques pour promouvoir la transparence budgétaire et faciliter la participation des citoyens dans la gestion des finances publiques, notamment par le biais de la plateforme *Twaweza* (International Budget Partnership, 2021). Cette initiative a permis une meilleure collecte des opinions citoyennes, mais elle reste limitée par des contraintes d'accès pour les populations rurales. Des pays comme l'Estonie, qui a développé une plateforme numérique pour permettre aux citoyens de s'engager dans les processus budgétaires, offrent un modèle intéressant de ce que pourrait être une participation citoyenne facilitée par la technologie (OECD, 2022). Cependant, ces modèles nécessitent des investissements considérables dans les infrastructures numériques et la sécurité des données, ce qui représente un défi logistique et financier important, en particulier dans les pays moins développés.

Les défis à la participation citoyenne dans le processus budgétaire sont multiples et varient d'un pays à l'autre, mais ils trouvent leur racine dans des obstacles institutionnels, politiques et techniques communes à l'échelle mondiale. La faible culture de la participation, les résistances politiques et institutionnelles, ainsi que les difficultés techniques liées à la complexité des informations budgétaires et aux infrastructures numériques insuffisantes entravent l'engagement des citoyens. Néanmoins, la gouvernance ouverte fournit un cadre utile pour surmonter ces défis, en mettant l'accent sur l'importance de la transparence, de la formation et de l'utilisation des technologies numériques pour promouvoir une participation active et inclusive. La section suivante aborde les perspectives et recommandations pour renforcer cette participation.

6 Recommandations pour le renforcement de la participation citoyenne

6.1 Retour sur l'hypothèse

L'hypothèse, selon laquelle « *une participation citoyenne bien structurée et appliquée dans le processus budgétaire peut améliorer la transparence des finances publiques, renforcer la légitimité des décisions prises et garantir une gestion plus équitable des ressources publiques* » (Thorpe & Gaventa, 2020; Fung, 2015), est validée par les analyses présentées. Les preuves empiriques et théoriques confirment que l'implication des citoyens dans les processus décisionnels, notamment ceux relatifs aux budgets publics, contribue à :

- Accroître la transparence, en réduisant les asymétries d'informations.
- Renforcer la légitimité, en rendant les décisions plus représentatives et inclusives.
- Garantir une meilleure gestion des ressources, en répondant aux besoins prioritaires des communautés.

Toutefois, pour maximiser ces effets, il est essentiel de surmonter certains défis liés à l'institutionnalisation des mécanismes participatifs et à l'engagement citoyen durable.

6.2 Stratégies pour améliorer la participation citoyenne

6.2.1 Propositions de politiques publiques

- *Institutionnaliser les budgets participatifs à tous les niveaux de gouvernance*

Il est recommandé d'étendre les budgets participatifs au-delà des municipalités pour inclure les niveaux régional et national. Les cadres législatifs doivent être renforcés pour garantir la continuité de ces initiatives, indépendamment des cycles politiques.

- *Renforcer la sensibilisation et l'éducation citoyenne*

Investir dans des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs, notamment dans les écoles et les centres communautaires, pour améliorer la culture budgétaire des citoyens. Par exemple, des sessions de formations sur la planification et le suivi budgétaire pourraient être organisés dans des régions à faible participation.

- *Engagement ciblé des groupes marginalisés*

Introduire des quotas pour garantir la participation des groupes marginalisés, souvent exclus (femmes, jeunes, minorités) dans les consultations publiques. Ces quotas pourraient s'accompagner de mécanismes d'appui, comme des subventions pour faciliter leur engagement.

- *Encourager la co-construction des priorités budgétaires*

Promouvoir des forums de dialogue où les citoyens, les décideurs publics et les experts travaillent ensemble pour définir les priorités budgétaires.

6.2.2 Rôle des technologies et de la transformation numérique

- *Portails de transparence budgétaire*

Créer des plateformes en ligne conviviales qui permettent aux citoyens d'accéder en temps réel aux informations budgétaires, comme les recettes publiques, les dépenses publiques et les indicateurs de performance des projets et/ou programmes. Ces portails doivent inclure des outils interactifs, tels que des graphiques dynamiques et des espaces de questions-réponses pour renforcer la compréhension des données divulguées.

- *Faciliter l'accès mobile*

Étant donné l'importance croissante des smartphones, développer des applications spécifiques pour les consultations budgétaires peut améliorer l'inclusivité, notamment dans les régions rurales.

- *Participation numérique*

- Mettre en œuvre des plates-formes participatives permettant de recueillir les suggestions des citoyens et d'organiser des votes sur des projets prioritaires.
- Intégrer des mécanismes de transparence comme la blockchain pour garantir la traçabilité des fonds publics et renforcer la confiance des citoyens.

- *Utilisation des réseaux sociaux*

- Exploiter les réseaux sociaux pour diffuser des informations sur les budgets publics et engager un dialogue direct avec les citoyens. Par exemple, des sondages en ligne ou des groupes de discussion pourraient être organisés pour recueillir des avis sur des projets spécifiques.

6.2.3 Renforcement de partenariats avec les OSC et les organismes internationaux

- *Collaboration avec les OSC pour un renforcement des capacités institutionnelles*

- Établir des partenariats avec des OSC spécialisées dans la gouvernance participative, telles que Transparency International ou l'IBP, pour former les fonctionnaires et les citoyens aux mécanismes participatifs.
- Impliquer les OSC dans la conception et la mise en œuvre des processus de participation pour assurer leur adaptabilité aux réalités locales.

- *Collaboration avec les organismes internationaux*

- Solliciter un appui technique et financier auprès des organisations internationales, comme l'Open Government Partnership, pour développer des projets pilotes dans des zones où la participation citoyenne est faible.
- Partager les bonnes pratiques à travers des échanges et des études comparatives.

- *Exemples de collaborations réussies*

- L'initiative du budget participatif à Porto Alegre, au Brésil, peut servir de modèle inspirant. Des adaptations peuvent être faites pour répondre aux besoins spécifiques de chaque pays.

7 Conclusion

Cet essai, en s'appuyant sur la théorie de la gouvernance ouverte, a démontré que la participation citoyenne dans les processus budgétaires constitue un outil incontournable pour renforcer la démocratie et améliorer la gestion des finances publiques. Elle permet non seulement d'accroître la transparence et l'efficacité budgétaire, mais aussi de légitimer les décisions publiques en favorisant une meilleure adéquation entre les priorités des citoyens et les politiques publiques. Toutefois, le passage à une gouvernance plus participative exige de surmonter plusieurs obstacles structurels et culturels, notamment l'accessibilité limitée des données budgétaires, le manque de mobilisation citoyenne et les résistances au changement au sein des institutions.

La participation citoyenne, lorsqu'elle est pleinement intégrée aux processus budgétaires, peut transformer la gouvernance publique en renforçant la démocratie participative et en améliorant la gestion des finances publiques. Cependant, son succès repose sur une volonté politique forte, des réformes institutionnelles audacieuses et une

mobilisation citoyenne continue. En plaçant les citoyens au cœur des décisions budgétaires, les gouvernements peuvent non seulement répondre aux attentes sociales, mais aussi construire des sociétés plus équitables et résilientes. Cette transformation exige un engagement concerté de tous les acteurs impliqués, ainsi qu'une réflexion constante pour adapter les mécanismes participatifs aux évolutions sociétales et technologiques.

L'analyse a mis en évidence les avantages significatifs de la participation citoyenne : une plus grande transparence dans l'utilisation des ressources, un renforcement de la responsabilisation des décideurs, et une amélioration de la justice sociale par une allocation plus équitable des budgets. Cependant, l'essai a également souligné des défis cruciaux, comme le faible niveau d'éducation budgétaire chez certains groupes de citoyens, l'écart de participation entre zones urbaines et rurales, et les contraintes institutionnelles qui freinent l'intégration des citoyens dans les processus décisionnels.

Pour garantir une intégration réussie et durable de la participation citoyenne, trois conditions essentielles doivent être réunies :

- Un accès élargi à l'information budgétaire : Les gouvernements doivent adopter des stratégies de communication innovantes pour rendre les données budgétaires compréhensibles et accessibles à tous les citoyens, y compris les populations marginalisées.
- La formation et l'autonomisation des citoyens : Développer des programmes d'éducation civique et budgétaire pour permettre aux citoyens de comprendre les implications des politiques financières et de contribuer de manière éclairée aux débats publics.
- L'institutionnalisation des mécanismes participatifs : Intégrer la participation citoyenne dans les cadres juridiques et administratifs, en garantissant des espaces de dialogue permanents entre les citoyens et les décideurs publics.

Il est désormais impératif pour les gouvernements, les organisations de la société civile et les acteurs internationaux de collaborer pour institutionnaliser la participation citoyenne dans les processus budgétaires. Ce plaidoyer implique :

- L'adoption de budgets participatifs à tous les niveaux pour démocratiser les choix budgétaires et garantir une répartition plus équitable des ressources.
- La création de plateformes numériques interactives pour faciliter la participation à distance, particulièrement pour les citoyens vivant dans des zones reculées.
- Le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour soutenir les initiatives participatives.

Pour aller au-delà des recommandations pratiques, plusieurs axes de recherche méritent une attention approfondie afin de renforcer les mécanismes participatifs et leur impact. Il est essentiel d'examiner l'impact à long terme des budgets participatifs sur la réduction des inégalités sociales et économiques, en explorant leur effet sur plusieurs décennies. L'utilisation des technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle et la blockchain, offre un potentiel prometteur pour améliorer l'efficacité, la transparence et l'inclusivité des processus participatifs, méritant une analyse approfondie. Par ailleurs, l'évaluation des disparités de participation entre les zones rurales et urbaines constitue un enjeu clé pour concevoir des stratégies adaptées aux contextes locaux et promouvoir une participation équitable. En outre, la résilience des mécanismes participatifs en contexte de crise économique, sanitaire ou politique doit être étudiée afin d'identifier les conditions nécessaires à leur maintien. Une perspective comparative internationale, s'appuyant sur l'analyse de pratiques réussies dans divers contextes politiques, économiques et culturels, pourrait fournir des enseignements transférables pour enrichir et adapter les approches participatives dans différentes régions du monde. Ces axes de recherche ouvrent de nouvelles perspectives pour renforcer la gouvernance participative et son impact global.

8 Références bibliographiques

- [1] Baiocchi, G., & Ganuza, E. (2016). *Popular Democracy: The Paradox of Participation*. Stanford University Press.
- [2] Barber, B. R. (2013). *If mayors ruled the world: Dysfunctional nations, rising cities*. Yale University Press.
- [3] Bertot, J. C., Jaeger, P. T., & Grimes, J. M. (2010). Using ICTs to create a culture of transparency : E-government and social media as openness and anti-corruption tools for societies. *Government Information Quarterly*, 27(3), 264-271.
- [4] Bherer, L., Gauthier, M., & Simard, L. (2019). Quarante ans de participation publique en environnement, aménagement du territoire et urbanisme au Québec : Entre expression des conflits et gestion consensuelle. *Cahiers de géographie du Québec*, 62(175), 15-40.
- [5] Bilge, S. (2015). *A New Approach in Public Budgeting : Citizens' Budget*. 5(1), 17.
- [6] Caribbean Open Institute. (2024). *Open geodata : Empowering Communities' expression, innovation, and entrepreneurship through Interactive Community mapping*. The Caribbean Open Institute | The Caribbean Open Institute.
- [7] Côté, L., Lévesque, B., & Morneau, G. (2005). La gouvernance au Québec : rôle de l'état et participation citoyenne. *Administration publique*.
- [8] Ekra, Y. G. (2024). *Obstacles à la transparence budgétaire en Afrique de l'Ouest : Déterminants et réformes essentielles*. 2(5), 1108-1128.
- [9] Fox, J. A. (2015). Social Accountability : What Does the Evidence Really Say? *World Development*, 72, 346-361.
- [10] Fung, A. (2015). Putting the Public Back into Governance : The Challenges of Citizen Participation and Its Future. *Public Administration Review*, 75(4), 513-522.
- [11] Ganuza, E., & Baiocchi, G. (2012). The Power of Ambiguity : How Participatory Budgeting Travels the Globe. *Journal of Deliberative Democracy*, 8(2).
- [12] Gaventa, J., & McGee, R. (2013). The Impact of Transparency and Accountability Initiatives. *Development Policy Review*, 31(s1), s3-s28.
- [13] Graham, J., Plumptre, T. W., & Amos, B. (2003). *Principles for Good Governance in the 21st Century*. Institute on Governance.
- [14] Heimans, J., & Timms, H. (2018). *New power : How movements build, businesses thrive, and ideas catch fire in our hyper-connected world* (First edition). Doubleday.
- [15] International Budget Partnership. (2019). *Open Budget Survey* (7e édition, march 2020; p. 1-95).
- [16] International Budget Partnership. (2021). *Open Budget Survey 2021*. International Budget Partnership.

- [17] International Budget Partnership. (2023). *Open Budget Survey 2023* (9th edition; p. 53). The International Budget Partnership (IBP).
- [18] International Budget Partnership. (2024a). *Open Budget Survey 2023* (9th Edition; p. 58).
- [19] Kim, S., Lee, J., & Lee, J. (2018). Citizen participation and public trust in local government : The Republic of Korea case. *OECD Journal on Budgeting*, 18(2), 73-92.
- [20] Lago, M. E., Lago-Peñas, S., & Martinez-Vazquez, J. (2024). On the effects of intergovernmental grants : A survey. *International Tax and Public Finance*, 31(3), 856-908.
- [21] OECD. (2016). *Open Government : The Global Context and the Way Forward*. OECD.
- [22] OECD (Éd.). (2019). *Budgeting and Public Expenditures in OECD Countries 2019*. OECD Publishing.
- [23] OECD. (2022). *Digital Government Review of Luxembourg : Towards More Digital, Innovative and Inclusive Public Services*. OECD.
- [24] Open North. (2024). *Open North – Data governance & digital strategy for the common good*. Open North.
- [25] Reiter, B. (2009). Participatory Budgeting in Brazil : Contestation, Cooperation, and Accountability – By Brian Wampler. *Governance*, 22(1), 165-168.
- [26] Shah, A. (2007). *Participatory Budgeting*. World Bank Publications.
- [27] Sintomer, Y., Röcke, A., & Herzberg, C. (2016). *Participatory budgeting in Europe : Democracy and public governance*. Routledge, Taylor & Francis Group.
- [28] Som, P. (2020). Determinants of Good Governance for Public Management in Cambodia. *Journal of Service Science and Management*, 13(01), 168-177.
- [29] Thorpe, J., & Gaventa, J. (2020). *Democratizing Economic Power : The Potential for Meaningful Participation in Economic Governance and Decision-Making* [Report]. The Institute of Development Studies and Partner Organizations.
- [30] Wampler, B. (2009). *Participatory budgeting in Brazil : Contestation, cooperation, and accountability*. Pennsylvania State University Press.
- [31] Wampler, B. (2012). Participatory Budgeting : Core principles and Key Impacts. *Journal of Deliberative Democracy*, 8(2), Article 2.